

**RASSEMBLEMENT EN ATTENDANT LA GRÈVE****La colère des praticiens de la santé**

**Pas de répit sur le front de la contestation. Les délégués du Syndicat des praticiens de la santé publique ont tenu un sit-in devant le ministère de la Santé. La grève de trois jours prévue pour lundi prochain est maintenue. La sortie médiatique du ministère de la Santé n'apaise pas la colère des praticiens, elle les conforte, au contraire, dans leurs positions.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Ils étaient nombreux à avoir répondu hier à l'appel du SNPSP. Les praticiens de la santé publique maintiennent ainsi la pression sur la tutelle.

Le Dr Merabet, président du SNPSP, s'est dit hier étonné de la décision du ministère de la Santé qui, à la veille de l'action de protestation, rendait public un communiqué dans lequel il fait état de l'augmentation de 200% de la prime de garde et de contagion.

Le président du SNPSP se demande pourquoi la tutelle a attendu la veille du sit-in pour réagir et pourquoi avoir privilégié le recours à un communiqué public plutôt qu'une notification directe au partenaire social. Il rejette la forme et se refuse à commenter le fond. Pire encore, le communiqué du ministère n'a fait que conforter le syndicat dans ses positions.

Au ministère qui écrivait que l'ouverture du dossier du statut ne

relevait pas uniquement de ses prérogatives, le syndicat répond en menaçant de recourir à d'autres actions encore plus radicales. Son conseil national demeuré en session ouverte pourrait décider de radicaliser un mouvement de grève qui doit débuter lundi et durer trois jours. D'autres décisions pourraient être prises dans le cadre de l'Intersyndicale de la santé qui doit se réunir ce week-end. Une option motivée par la fin de non-recevoir du ministre de la Santé en dépit de directives claires données par le Premier ministre.

Ce dernier avait dans une correspondance donné instruction afin que les dossiers en suspens défendus depuis de longues années par les syndicats autonomes soient ouverts et réglés. Une instruction qui ne trouve visiblement pas d'écho au niveau du département de Ziari.

Sur les 40 rencontres avec les partenaires sociaux évoquées par



Photo : Samir Sid

**Le SNPSP menace de recourir à des actions radicales.**

le ministère de la Santé, le SNPSP dit n'avoir eu droit qu'à deux réunions. Lesquelles n'ont abouti à aucun résultat concret.

Depuis plusieurs mois, le SNPSP revendique l'application de l'accord négocié en 2011 sur le projet d'amendement du statut particulier des praticiens de santé publique, exige l'application de l'article 19 du statut particulier relatif à

l'accès au grade de principal et de principal-chef et une équivalence directe entre anciens et nouveaux diplômés de médecine dentaire et de pharmacie.

Le SNPSP revendique également la promulgation du régime indemnitaire transversal dans les termes négociés en 2011 avec application dès janvier 2008, la revalorisation des primes spéci-

fiques à la région du Grand Sud en prenant compte des salaires actuels, le règlement des problèmes que pose l'inscription sur les tableaux des ordres professionnels et la levée de toutes les situations d'entrave à l'activité syndicale. Une plateforme de revendications qui avait été à l'origine de plusieurs mouvements de grève.

**N. I.**

## **RENCONTRE D'ÉVALUATION DE LA RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF**

### **Le Satef revient sur sa participation**

Dans un point de presse organisé à Tizi-Ouzou, le Satef, Syndicat autonome de l'éducation et de la formation a fait le point sur le déroulement de la rencontre nationale d'évaluation de la réforme du système éducatif organisée par le ministère de l'Éducation nationale.

D'emblée, le Satef se félicite de l'initiative prise par le nouveau ministre de l'Éducation nationale de rouvrir le dossier de la réforme du système éducatif en vue de son évaluation. S'il loue les bonnes intentions du ministre à qui il prête une volonté d'aller au fond des choses, B. Amoura, secrétaire général de ce syndicat, s'est montré critique et réservé sur les conclusions émises dans le document final synthétisant les propositions des différentes régions participantes. Le rapport élaboré et présenté par les services du ministère de l'Éducation a privilégié l'aspect technique, selon M. Bensider, un autre responsable de ce syndicat, qui estime que le dossier présenté devant les participants à la rencontre de jeudi dernier, à Alger a éludé les questions de fond. «Nous avons constaté qu'il a été fait fi de la valorisation de l'enseignement des langues étrangères et de la langue amazighe et des rythmes scolaires.

De même qu'une incohérence est constatée dans la confection des programmes qui sont par ailleurs, surchargés», lit-on sur la déclaration du Satef qui crédite le premier responsable du secteur, d'un préjugé favorable, en ce sens que le ministre s'est montré résolu pour corriger certaines dérives constatées dans le système éducatif et qui n'ont pas été corrigées par la réforme du même nom. Lors du point de presse, les syndicalistes du Satef sont revenus sur leur vision de l'éducation et de l'enseignement et les propositions qu'ils ont émises et qu'ils jugent utiles pour l'amélioration du système éducatif.

Le Satef qui se dit porteur d'une vision moderne et progressiste d'une école ouverte sur les connaissances, le progrès et l'universalité. Une école qui cultive la rationalité et libérée de la pensée magique et superstitieuse. Entre autres préconisations, le Satef, souhaite voir, au sein de l'école algérienne, se développer et enseigner nos langues nationales. Revenant sur l'expérience de l'enseignement de Tamazight, le Satef déplore que cette expérience reste optionnelle et expérimentale, 18 ans après l'entrée de Tamazight dans le système éducatif. Pour le Satef, des correctifs doivent être apportés dans la pratique de l'enseignement de cette langue dont il faut redéfinir les objectifs et, entre autres, par la formation des formateurs, la priorisation des universitaires diplômés en Tamazight (licence ou magister) dans l'accès au poste d'inspecteur.

**S. A. M.**

## **RASSEMBLEMENT ET GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION**

### **Le mécontentement s'accroît**

**L'Union nationale du personnel de l'éducation et la formation (UNPEF) a appelé hier, à une journée de protestation contre le statut 240/12 du personnel de l'éducation. Ils étaient des centaines à se rassembler à la place des fusillés devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale à Ruisseau.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Franc succès et grande adhésion au rassemblement auquel a appelé le syndicat autonome Unpef. Prévu devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale à Ruisseau, le sit-in a finalement eu lieu à quelques mètres du lieu initial. Ils étaient nombreux, 4 000 selon les estimations du syndicat, entre enseignants, directeurs d'établissements, surveillants, proviseurs, censeurs, intendants, adjoints de l'éducation et corps communs à squatter durant toute la matinée la

place des fusillés, devant un dispositif de sécurité impressionnant. À l'appel du syndicat, les établissements scolaires étaient aussi paralysés. L'Unpef estime le taux de suivi de la grève à 73,20% au niveau national. Le syndicat qui se félicite de cette réussite démontre une fois de plus sa capacité à mobiliser le personnel du secteur de l'éducation autour de sa plate-forme de revendications.

Qualifié du «statut de la honte», l'Unpef exige la réouverture du statut du personnel de l'éducation afin de corriger les déséquilibres du décret 240/12 modifiant et complétant le décret 315/08. Le syndicat qui dénonce l'appellation «en voie de disparition» donnée aux différents corps du secteur de l'éducation non licenciés, demande de trouver un arrangement équitable à leur situation. «Ces catégories sont injustement classées à des échelons inférieurs par rapport au personnel licencié et sont privées de droit

à la promotion» dénonce le syndicat.

L'Unpef demande aussi l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels et les agents de sécurité et de prévention dans le secteur de l'éducation en réexaminant leur statut et régimes indemnitaires, l'annulation de l'article 87 bis et le rejet de l'augmentation de 10% pour les corps communs et la réhabilitation des adjoints d'éducation. L'Unpef ne compte pas s'arrêter à sa première démonstration de force. Son conseil national qui est resté ouvert se réunira au cours de la semaine prochaine pour décider des prochaines actions. Le syndicat qui menace de boycotter les examens de fin d'année compte maintenir la pression jusqu'à faire fléchir la tutelle.

L'Unpef est catégorique : «Les écoles resteront perturbées tant que le dossier du statut particulier ne sera pas posé sur la table des discussions».

**S. A.**

## **ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELS**

### **Sit-in des travailleurs le 6 mai**

**L'Union nationale des fonctionnaires du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels (UNFFEP) affiliée au Syndicat national des personnels de la fonction publique (SNAPAP) a décidé d'aller vers la protestation et compte organiser un sit-in le 6 mai prochain, devant le siège du ministère de tutelle.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les travailleurs du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels renouent avec la protestation, après l'échec du dialogue avec la tutelle, selon les représentants du syndicat.

Lors d'une conférence de presse, M. Bouraghda Messaoud a déclaré, hier, que les travailleurs réagissent au mutisme de la tutelle en optant pour un rassemblement. Il précisera à cet effet, que le syndicat revendique en premier

lieu que soient levés les blocages sur les actions et activités syndicales. Il précisera en outre, que si le ministre a donné instruction pour que le Snapap soit considéré comme un partenaire social à part entière, au plan national cette instruction n'a pas été appliquée sur le terrain.

«Au niveau d'un grand nombre de wilayas, les syndicalistes ne peuvent pas activer, en raison d'entraves imposées par les responsables des établissements notamment. Cette situation ne peut plus durer, c'est une spoliation de nos droits», a déclaré le syndicaliste.

Les travailleurs revendiquent également une révision du statut particulier et la révision du régime indemnitaire. Ils réclament aussi que la prime pédagogique évaluée à 15% et instaurée par la tutelle, soit versée à titre rétroac-

tif depuis janvier 2008 et non janvier 2012. «Pour le secteur de l'éducation, les fonctionnaires reçoivent la prime pédagogique à titre rétroactif depuis 2008, pourquoi pas nous ?» a expliqué le secrétaire général de l'Unffep.

Le syndicat revendique aussi l'intégration des contractuels et la promotion automatique, après dix années d'expérience. Les membres de l'Unffep préciseront qu'ils sont prêts à entamer un dialogue avec la tutelle.

Le secrétaire général du syndicat dira à ce propos, qu'une réunion prévue le 31 décembre 2012 a été annulée suite au sit-in organisé à la même période, par des travailleurs du secteur affiliés au Snapap.

L'union a, par ailleurs, été récemment reconnue par le ministère de tutelle comme partenaire social.

**F.-Z. B.**